

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°15558 PORTANT  
INTERDICTION DE STATIONNER AVENUE DU  
GENERAL DE GAULLE AU DROIT DU N°116  
DU 09 AVRIL 2025 AU 10 AVRIL 2025**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1 et R417-10,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Considérant la nécessité d'interdire le stationnement avenue du Général de Gaulle dans le cadre de l'organisation de la « Fête du jeu » du 09 avril 2025 au 10 avril 2025.

**A R R E T E :**

**Article 1 –**

**Du 09 avril 2025 08h00 au 10 avril 2025 13h00, le stationnement sera interdit avenue du Général de Gaulle au droit du n°116 sur les places de stationnement en épi sauf aux véhicules de secours et de services pour le motif suivant : « Fête du jeu ».**

**Article 2 –**

Le présent arrêté sera affiché 48h avant le début de l'intervention par les Services Municipaux aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de celui-ci.

**Article 3 –**

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place les Services Municipaux et sera déposée dès la fin de l'intervention.

**Article 4 –**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes. Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1.

**Article 5 –**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun

dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

**Article 6 –**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,  
Madame la Directrice Générale des Services Techniques,  
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,  
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,  
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 07 avril 2025.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,  
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,  
Marie France PARRAIN,  
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER  
Date de signature : 08/04/2025  
Qualité : Direction Générale des Services

**MIS EN LIGNE LE 08/04/2025**